

Les dossiers des cahiers

1907 La révolte des vignerons du Midi

EDITO
Par
Joël HEDDE
Président de
l'Institut
d'Histoire

Le verbe et la réalité

Les campagnes pour les élections présidentielle puis législatives sont des moments importants pour l'expression démocratique des citoyens, faut-il encore qu'ils puissent se faire une opinion. Comment s'y retrouver à l'écoute de discours dont on ne voit pas bien souvent ce qui les distingue.

Les médias ne retenant que les slogans qui peuvent frapper et tromper l'opinion, ils peuvent apparaître d'ailleurs comme des vérités innovantes. Parmi ceux-ci, le modèle du genre est "pour gagner plus, il faut travailler plus".

Des millions de personnes, dont les chômeurs, les temps partiels imposés, les licenciés "économiques"... ne demanderaient pas mieux. Comme s'il suffisait de vouloir pour pouvoir. Mais qui décide d'augmenter la productivité plutôt que de créer un emploi ? Qui a décidé de ramener le paiement des heures supplémentaires de 25 % à 10 % ? Qui décide de délocaliser les entreprises bien que certaines fassent d'énormes profits ? Qui décide d'investir ses capitaux dans le C.A.C. 40 plutôt que dans l'éducation, la formation, la recherche, dans le capital financier plutôt que dans le tissu industriel ?

Une autre solution existe pour gagner plus, c'est l'augmentation des salaires. Au moment où la part des dividendes du capital est en pleine explosion et celle des salaires en diminution, un rééquilibrage s'impose. D'autant que dans certains secteurs d'activité, la démonstration du "travailler

plus pour gagner plus" n'a pas fait la preuve de son efficacité. Dans l'hôtellerie-restauration où la moyenne des heures travaillées par semaine est la plus haute (43 H 30) la moyenne des salaires est une des plus basse (1 200 € mensuels). Ce n'est donc pas un hasard si ce secteur court après 150 000 emplois qui lui font défaut.

Les salariés n'ont pas à accepter les campagnes de culpabilisation de la part des plus fortunés ou de ceux qui les servent. Ils sont en droit d'exiger une plus juste répartition des richesses et une fiscalité en faveur des revenus du travail, une réorientation de l'argent public pour soutenir les entreprises créatrices d'emplois, ayant des politiques salariales ambitieuses.

Les salariés actifs, retraités ou privés d'emploi représentent une majorité du corps électoral. Ils ont le plus grand intérêt à intervenir dans les débats et les choix concernant leur avenir. Malgré, parfois, le scepticisme, il ne faut pas laisser au **monde des affaires** et à ceux qui les servent, le soin de s'occuper des **affaires du monde**.

La C.G.T. engage les salariés à investir le terrain de la réflexion, de la participation aux échéances politiques et ... syndicales. Car l'histoire est là pour en témoigner (1936, 1945, 1968, 1995...) il n'y a pas, quelques que soient les circonstances, d'avancées sociales significatives sans lutte.

Ce n'est pas d'aujourd'hui

Certains peuvent s'étonner de voir aujourd'hui la C.G.T. se préoccuper des questions de l'enseignement et de l'éducation. Mais il faut savoir que la C.G.T. a, dès le début, soutenu sans réserve, la réforme Langevin—Wallon. Plus près de nous, voici ce que déclarait dans un communiqué du 12 novembre 1975, il y a 32 ans, le Bureau Confédéral de la C.G.T.

La "majorité" qui a déjà avalisé, par son vote du 11 juillet dernier, le projet de réforme Haby-Giscard, s'appête à adopter le projet de budget de l'Education pour 1976.

"C'est le meilleur budget possible, dans la situation présente" affirme le Ministre.

En réalité, l'Education, comme les autres secteurs sociaux, n'échappe pas à la politique d'austérité imposée par le Pouvoir.

Il s'agit d'un budget d'austérité qui, compte tenu de la hausse des prix, ne permettra aucune amélioration de l'enseignement, alors que des charges supplémentaires sont transférées sur les familles et sur les collectivités locales.

- "L'égalité des chances" va se traduire par la diminution de plus de 16 % des crédits affectés aux bourses.
- Les 11 000 créations de postes d'enseignants nécessaires pour remplir les engagements du Ministre de l'Education de limiter à 35 le nombre d'élèves dans les écoles maternelles se réduiront à 2 560 postes.
- Les 100 000 places nouvelles d'enseignement technique qui sont reconnues nécessaires se limiteront dans les faits à quelques milliers.
- La formation continue dans le secteur public continuera à être sacrifiée.
- Le recrutement suffisant et la qualification des maîtres connaîtront de nouvelles dégradations, tandis que le Ministère licencie des maîtres auxiliaires qualifiés.

Tel qu'il se présente, le budget est tout à la fois le révélateur et l'instrument d'une politique déterminée qui entend :

- Poursuivre et renforcer la sélection sociale,
- Plier le système éducatif aux besoins des féodalités économiques et développer des structures privées plus conformes aux exigences du patronat.

La "nouveau" de la réforme Haby, c'est avant tout une étape nouvelle dans la voie de cette adaptation et le budget 76 est l'un des moyens d'y parvenir.

Pourtant, la C.G.T. considère qu'il est possible de mettre le pouvoir en échec. Des luttes d'envergure et unitaires se déroulent depuis la rentrée dans de nombreux établissements scolaires, maternelles, CES, CET, universités.

Ces luttes ont conduit bien souvent à des succès : ouverture de classes, création de postes, déblocage de crédits, etc...

D'autres revendications qui touchent à l'aide sociale, aux familles, à l'avenir immédiat de la jeunesse, pourraient être satisfaites.

La C.G.T. a fait, à plusieurs reprises, des propositions concrètes en ce sens, parmi lesquelles :

- La gratuite effective de la scolarité (cantine, fournitures, outillage, transports scolaires),
- L'élargissement des mesures d'aide sociale aux familles et aux étudiants,
- La mise en œuvre de mesures d'aide et de soutien aux élèves en difficulté pour réduire les retards scolaires,
- La création de postes et la garantie de l'emploi des personnels,
- Le développement des écoles maternelles et de l'enseignement technique public, ce dernier offrant une gamme très large de formations initiales et continues.

La C.G.T. appelle ses organisations et ses militants à multiplier les initiatives, à tous les niveaux, pour aller vers ces objectifs concrets et immédiats.

En remontant le temps

• Il y a 300 ans : 1707

- Mai : Mort de Vauban

• Il y a 250 ans : 1757

- Janvier : Prise de Calcutta par les Anglais

• Il y a 245 ans : 1762

- Mars : Supplice de Calas (Affaire Calas)

• Il y a 230 ans : 1777

- Avril : Lafayette arrive en Amérique pour aider les "insurgents" en révolte contre les Anglais

• Il y a 140 ans : 1867

- Création des premières chambres syndicales à Paris
- Annexion par la France de la Cochinchine

• Il y a 110 ans : 1897

- Madagascar devient une possession française

• Il y a 105 ans : 1902

- 8 mai : La ville de St Pierre, la plus peuplée de Martinique, est détruite par l'éruption de la Montagne Pelée ; au moins 30 000 victimes

• Il y a 95 ans : 1912

- 15 avril : Le "Titanic" sombre après avoir heurté un iceberg ; plus de 1 800 victimes

• Il y a 90 ans : 1917

- Incendie du bon marché
- Mutineries dans l'armée

• Il y a 85 ans : 1922

- Janvier : Création de la CGT.U en rupture avec la C.G.T. compromise dans "l'Union Sacrée"

• Il y a 75 ans : 1932

- 11 mars : Loi généralisant les allocations familiales

• Il y a 70 ans : 1937

- Bombardement par les Allemands de la ville de Guernica

• Il y a 65 ans : 1942

- Mai : Exécution d'intellectuels communistes : Politzer, Salomon, Cadras, Decours.

• Il y a 60 ans : 1947

- 29 et 30 mars : Emeutes anti colonialistes à Madagascar ; répression féroce de l'armée ; 90 000 victimes
- 7 avril : De Gaulle crée le R.P.F.
- 28 avril : Mort du Général Leclerc
- 4 mai : Révocation des ministres communistes sur l'injonction des Etats-Unis ; même chose en Belgique et en Italie.

• Il y a 50 ans : 1957

- 25 mars : Traité de Rome instituant la C.E.E.

• Il y a 45 ans : 1962

- 8 Février : Manifestation anti O.A.S. à Paris : 9 morts C.G.T. et communistes
- 18 mars : Accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie

• Il y a 40 ans : 1967

- 16 février : Catastrophe du pétrolier "Torrey Canyon" sur les côtes bretonnes

• Il y a 30 ans : 1977

- Avril : Début de la crise ouverte dans la sidérurgie avec Usinor qui annonce une grande vague de licenciements.
- Le "France" lancé en 1961 est déclaré "non rentable", vendu et devient le "Norway"

• Il y a 25 ans : 1982

- Janvier : Ordonnance sur les 39 heures et la 5^e semaine de vacances

• Il y a 20 ans : 1987

- 23 mars : Forte manifestation pour la sécurité sociale ; deux cortèges
- TF1 est privatisé et tombe dans l'escarcelle de Bouygues

• Il y a 15 ans : 1992

- Janvier : L'airbus Lyon-Strasbourg s'écrase sur le Mont Saint Odile : 87 morts
- Création à Rennes de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Bretagne